

Communiqué de presse

Lundi 10 janvier 2011

Éviter la surréglementation, renforcer l'économie de marché

Conférence de presse annuelle 2011 d'economiesuisse

Les conséquences politiques et économiques de la crise économique et financière n'appartiennent de loin pas au passé. Les tendances protectionnistes et interventionnistes entravent, en Suisse aussi, une politique de croissance cohérente. economiesuisse demande le respect strict d'une politique compétitive et axée sur l'économie de marché dans les domaines du droit de la société anonyme, de la place financière et de l'économie verte.

La crise de l'endettement et celle de l'euro pèseront considérablement sur la stabilité économique et sociale ces prochaines années. L'élaboration d'une solution durable à même de restaurer la confiance est dans l'intérêt de la Suisse et permettra d'éviter un affaiblissement massif des entreprises exportatrices helvétiques.

En ce qui concerne les controverses portant sur le droit de la société anonyme, qui resteront un thème de discussion important en 2011, economiesuisse s'engage en faveur de solutions ciblées dans le cadre du droit de la société anonyme. Aux yeux de Gerold Bühler, président d'economiesuisse, « il est clair que ces solutions ne seront dans l'intérêt de l'économie et de l'emploi que si la Suisse reste parmi les pays les plus attractifs pour les entreprises internationales ». Le projet adopté par le Conseil des États déborde le cadre international. Le fait est que les sociétés cotées en Bourse sont importantes pour la croissance et la prospérité de la Suisse. « On ne peut nier qu'il y ait eu en Suisse aussi ça et là quelques excès en matière de rémunération. Mais quelques cas ponctuels ne doivent aboutir à l'introduction de prescriptions rigides qui remettraient en jeu un système couronné de succès », a déclaré Gerold Bühler.

Il n'y a qu'une économie : la place industrielle et la place financière forment un tout

Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse et président de l'Association suisse des banquiers, met en garde contre une surréglementation de la place financière qui nuirait aussi à la place industrielle. En effet, la place industrielle et la place financière sont liées sous divers aspects et bénéficient réciproquement de leurs points forts. Au cours des vingt dernières années, le secteur financier a été l'un des principaux moteurs de la croissance en Suisse. « Nous sommes conscients de la grande responsabilité qui est la nôtre pour la prospérité de l'économie suisse », a déclaré Patrick Odier. À ses yeux, il ne fait pas de doute que les acteurs financiers doivent à nouveau prendre davantage conscience de leur responsabilité sociale et politique. « Un système économique libéral sans responsabilité individuelle ne peut fonctionner », a-t-il encore martelé.

En matière de protection du climat, l'économie n'est pas le problème, mais la solution

En comparaison internationale, la Suisse n'a pas à rougir de ses performances en matière de politique climatique et environnementale. L'économie avait publié dans les médias un appel en faveur de la prolongation de la loi sur le CO₂ et de la poursuite de la politique climatique menée jusqu'ici avec succès. D'après Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, il faut se garder d'opposer artificiellement les branches de l'économie « respectueuses du climat » et « celles qui ne le sont pas » mais continuer de miser sur une approche volontaire, innovante et fondée sur l'économie de marché pour exploiter des potentiels de réduction. economiesuisse a commandé une étude sur les « cleantech » afin d'examiner les opportunités qu'elles renferment pour l'économie. « Une telle analyse est nécessaire dans la mesure où les études précédentes n'étaient pas exhaustives. À nos yeux, il est essentiel qu'un réseau voie le jour formé par des entreprises de tous les secteurs. C'est le seul moyen de transformer la Suisse en une économie verte », a déclaré Pascal Gentinetta. Les résultats de l'étude devraient être disponibles dans le courant de l'année. En portant une attention particulière au thème de l'économie verte, economiesuisse souhaite instaurer un dialogue sur les chances des technologies et des services de l'économie suisse dans le contexte mondial et éviter une surréglementation déplacée.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch